

RETRAITES • Ça suffit ! Ne cédon pas ! //

Ce gouvernement poursuit les contre-réformes des gouvernements de Droite : allongement de la durée de cotisation, décote, désindexation vis-à-vis des salaires, augmentation des cotisations payées par les salarié-es, baisse des salaires et des pensions. **Rien ne justifie ces nouveaux reculs sociaux.** Cette contre-réforme veut ponctionner celles et ceux qui travaillent pour augmenter les profits des patrons et des actionnaires. Les ressources sont largement disponibles : la fraude fiscale, c'est 80 milliards par an ! **Retrait du projet !** Pour Solidaires, ce projet n'est pas aménageable : c'est une attaque contre les droits des salarié-es obtenus par les luttes des générations précédentes, préparant le passage obligé par les fonds de pensions pour avoir une retraite correcte.

Gouvernement et patrons ne nous feront pas de cadeau. Seul le rapport de force peut les faire renoncer à leur projet. Pour Solidaires, il fallait une suite à la mobilisation du 10 septembre. Depuis le 10, nous proposons qu'il y ait une rencontre intersyndicale et des décisions d'action nationale unitaire. Nous n'avons pas été entendus par les autres organisations. Plus d'un mois plus tard et alors que le débat se termine à l'Assemblée nationale, le 15 octobre est tardif. **Le 15 octobre, des mobilisations et des grèves sont organisées dans toutes les régions. Nous n'avons pas le choix : réussissons cette journée d'action nationale à l'appel de la CGT, de FO, de Solidaires, de la FSU ! A la base, construisons l'unité pour gagner !**

ROMS • Une instrumentalisation éhontée //

Les propos de M. Valls à l'égard des populations Roms s'inscrivent dans la continuité des stigmatisations qu'elles subissent. Partout montré-e-s du doigt, les Roms, citoyen-ne-s européen-ne-s, sont condamné-e-s à l'errance dans une sous-citoyenneté. Après la multiplication des évacuations violentes de leurs campements et près de 18 000 expulsions de Roms en 2012, les propos du ministre sur leur manque de volonté d'intégration ramènent le débat au niveau des pires déclarations de l'extrême droite. La politique, les discours et les pratiques du ministre de l'Intérieur ne marquent aucune rupture avec les politiques précédentes de stigmatisation des étranger-e-s comme auteurs de trouble et de crise. La France compte 5 millions de chômeurs/euses. La stigmatisation des Roms vise à faire oublier l'incurie du gouvernement en matière d'emploi. Nous revendiquons un égal accès aux droits fondamentaux pour les français es et les étranger-e-s. Nous exigeons la scolarisation des enfants de toutes les familles Roms présentes sur le territoire. **Valls**

démission !

Et voilà le travail !



Documents joints

[Le Panneau Syndical SUD éducation #003](#)